ELECTIONS LEGISLATIVES

SCRUTIN DU 23 NOVEMBRE 1958



Electrices, Electeurs,

Devant le retour possible à la Chambre des anciens députés et au gouvernement de ceux qui furent vos mandataires en tant que députés et qui consciemment ou inconsciemment ont permis le désordre, l'anarchie et par voie de conséquence, la mort de la IVe République, j'ai décidé de me présenter à vos suffrages.

Je me présente sans aucune aide. Je n'ai et ne veux solliciter aucun parti politique car j'entends, en cas de succès demeurer au service de mes électeurs, et non pas au service du bureau central d'un parti politique.

Ma décision m'est dictée par le sens que je me fais du devoir - elle ne m'est pas inspirée par l'intérêt particulier et égoïste.

Je rentre dans la vie publique, pauvre d'argent, riche d'idées. Je me suis dépouillé de tout intérêt particulier pour pouvoir librement solliciter l'honneur de prendre en main l'intérêt des autres.

Après chaque réunion publique je signerai à qui le désirera, l'attestation de ma pauvreté et l'engagement formel de ne jamais rien posséder, en dehors d'une voiture nécessaire à ma charge.

J'ai horreur des promesses électorales, promesses qui n'ont jamais été tenues par aucun parti politique quel-qu'il soit. Par contre je me dois de vous exposer quelques unes de mes idées.

Je suis republicain ; c'est à dire que je veux le respect total de la liberté de conscience. Chaque citoyen a le droit de publier librement sa pensée. Elle plaît ou ne plaît pas. nul n'a le droit d'interdire ce droit sacré.

Je veux le respect de la propriété privée - La propriété devrait être et doit être le fruit du travail et de l'économie.

Je veux l'égalité des droits de tous les citoyens devant la loi, ce qui n'est malheureusement pas le cas aujourd'hui; les exemples fourmillent et le jugement de La Fontaine, sous Louis XIV demeure malheureusement vrai sous la République « suivant que vous serez puissant ou misérable les jugements de cour vous rendront blancs ou noirs.

Je souhaite ardemment que le gouvernement futur de la République naissante comprenne qu'il est urgent de rechercher à travers tous les milieux et en particulier parmi les familles ouvrières, les grandes intelligences.

Ces enfants intelligents j'en rencontre chaque jour; j'essaie d'encourager les Parents à destiner ces enfants aux études. Dans la plupart des cas, la réponse arrive brutale « **nous n'avons pas les moyens** ».

Je le proclame, au siècle de l'atome, une nation comme la France, se doit de sortir des savants en les cherchant chez le peuple, quitte à en scandaliser certains que je plains, je n'hésite pas à écrire « les milliards que l'on dépense pour les bombes atomiques ou la guerre seraient bien mieux utilisés à assurer le développement de l'intelligence de nos enfants pour offrir au monde, des savants n'ayant qu'un but, la fraternité des peuples dans la paix.

Cette idée m'est chère, elle est réalisable à bref délai sans qu'il en coûte à la France. C'est en outre le plus sur moyen d'arrêter la lutte des classes car demain le fils du concierge de la Standard pourra prétendre, s'il est doué, devenir Ingénieur en chef de la même société; tandis que le fils de l'Ingénieur en chef, s'il est sot, paresseux et vicieux ira, planter ses choux ou balayer la cour de l'usine.

Je veux, si je suis élu, demeurer au service de chaque Conseil Municipal de ma circonscription car qui peut mieux connaitre les besoins du peuple que les conseils municipaux. Ainsi je soumettrai à ces Conseils tout projet de réforme, ou de lois nouvelles. Les Conseils seront libres de statuer ou de ne pas statuer sur ces projets ; au cas ou la majorité des Conseils Municipaux de ma circonscription me transmettrait leur désir de voir triompher tel projet je m'engage à l'exiger de mes collègues à la Chambre, du chef du gouvernement.

Je veux d'une manière, rechercher la réforme rapide du code des impôts directs, indirects et du chiffre d'affaires. Je mets au défit le représentant le plus qualifié de ce code de me réciter par cœur, toutes les lois, tous les articles qui composent le dit code, et l'usage veut que nul citoyen français ne soit sensé ignorer la loi.

De qui se moque-t-on ?

Je veux l'abolition de l'impôt sur le salaire. - Le salaire n'est pas un revenu, c'est un gain qui revient de droit à celui qui a peiné pour y prétendre. ***Le gain est sacré*** Un revenu est différent; si mes parents m'avaient légué 100 millions, je les aurais placés à 8 % bons d'investissements ; ce qui me donnerait par an, 8 millions à dépenser au gré de ma fantaisie sans avoir besoin de lever même le petit doigt et de plus ces 8 millions de revenu seraient exempts d'impôts. Là encore, sous la République démocratique, ***de qui se moque-t-on ?***

Je veux l'égalité devant l'impôt pour tout commerce de quelque nature qu'il soit : petit magasin, coopérative, magasin à succursales multiples.

ELECTIONS LEGISLATIVES

SCRUTIN DU 23 NOVEMBRE 1958

Electrices, Electeurs,

Devant le retour possible à la Chambre des anciens députés et au gouvernement de ceux qui furent vos mandataires en tant que députés et qui consciemment ou inconsciemment ont permis le désordre, l'anarchie et par voie de conséquence, la mort de la IVe République, j'ai décidé de me présenter à vos suffrages.

Je me présente sans aucune aide. Je n'ai et ne veux solliciter aucun parti politique car j'entends, en cas de succès demeurer au service de mes électeurs, et non pas au service du bureau central d'un parti politique.

Ma décision m'est dictée par le sens que je me fais du devoir – elle ne m'est pas inspirée par l'intérêt particulier et égoïste.

Je rentre dans la vie publique, pauvre d'argent, riche d'idées. Je me suis dépouillé de tout intérêt particulier pour pouvoir librement solliciter l'honneur de prendre en main l'intérêt des autres.

Après chaque réunion publique je signerai à qui le désirera, l'attestation de ma pauvreté et l'engagement formel de ne jamais rien posséder, en dehors d'une voiture nécessaire à ma charge.

J'ai horreur des promesses électorales, promesses qui n'ont jamais été tenues par aucun parti politique quel-qu'il soit. Par contre je me dois de vous exposer quelques unes de mes idées.

Je suis republicain ; c'est à dire que je veux le respect total de la liberté de conscience. Chaque citoyen a le droit de publier librement sa pensée. Elle plaît ou ne plaît pas. nul n'a le droit d'interdire ce droit sacré.

Je veux le respect de la propriété privée - La propriété devrait être et doit être le fruit du travail et de l'économie.

Je veux l'égalité des droits de tous les citoyens devant la loi, ce qui n'est malheureusement pas le cas aujourd'hui; les exemples fourmillent et le jugement de La Fontaine, sous Louis XIV demeure malheureusement vrai sous la République « suivant que vous serez puissant ou misérable les jugements de cour vous rendront blancs ou noirs.

Je souhaite ardemment que le gouvernement futur de la République naissante comprenne qu'il est urgent de rechercher à travers tous les milieux et en particulier parmi les familles ouvrières, les grandes intelligences.

Ces enfants intelligents j'en rencontre chaque jour; j'essaie d'encourager les Parents à destiner ces enfants aux études. Dans la plupart des cas, la réponse arrive brutale « **nous n'avons pas les moyens** ».

Je le proclame, au siècle de l'atome, une nation comme la France, se doit de sortir des savants en les cherchant chez le peuple, quitte à en scandaliser certains que je plains, je n'hésite pas à écrire « les milliards que l'on dépense pour les bombes atomiques ou la guerre seraient bien mieux utilisés à assurer le développement de l'intelligence de nos enfants pour offrir au monde, des savants n'ayant qu'un but, la fraternité des peuples dans la paix.

Cette idée m'est chère, elle est réalisable à bref délai sans qu'il en coûte à la France. C'est en outre le plus sur moyen d'arrêter la lutte des classes car demain le fils du concierge de la Standard pourra prétendre, s'il est doué, devenir Ingénieur en chef de la même société; tandis que le fils de l'Ingénieur en chef, s'il est sot, paresseux et vicieux ira, planter ses choux ou balayer la cour de l'usine.

Je veux, si je suis élu, demeurer au service de chaque Conseil Municipal de ma circonscription car qui peut mieux connaitre les besoins du peuple que les conseils municipaux. Ainsi je soumettrai à ces Conseils tout projet de réforme, ou de lois nouvelles. Les Conseils seront libres de statuer ou de ne pas statuer sur ces projets ; au cas ou la majorité des Conseils Municipaux de ma circonscription me transmettrait leur désir de voir triompher tel projet je m'engage à l'exiger de mes collègues à la Chambre, du chef du gouvernement.

Je veux d'une manière, rechercher la réforme rapide du code des impôts directs, indirects et du chiffre d'affaires. Je mets au défit le représentant le plus qualifié de ce code de me réciter par cœur, toutes les lois, tous les articles qui composent le dit code, et l'usage veut que nul citoyen français ne soit sensé ignorer la loi.

De qui se moque-t-on ?

Je veux l'abolition de l'impôt sur le salaire. - Le salaire n'est pas un revenu, c'est un gain qui revient de droit à celui qui a peiné pour y prétendre. ***Le gain est sacré*** Un revenu est différent; si mes parents m'avaient légué 100 millions, je les aurais placés à 8 % bons d'investissements ; ce qui me donnerait par an, 8 millions à dépenser au gré de ma fantaisie sans avoir besoin de lever même le petit doigt et de plus ces 8 millions de revenu seraient exempts d'impôts. Là encore, sous la République démocratique, ***de qui se moque-t-on ?***

Je veux l'égalité devant l'impôt pour tout commerce de quelque nature qu'il soit : petit magasin, coopérative, magasin à succursales multiples.